



PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Une conjoncture dégradée malgré des signes de résistance

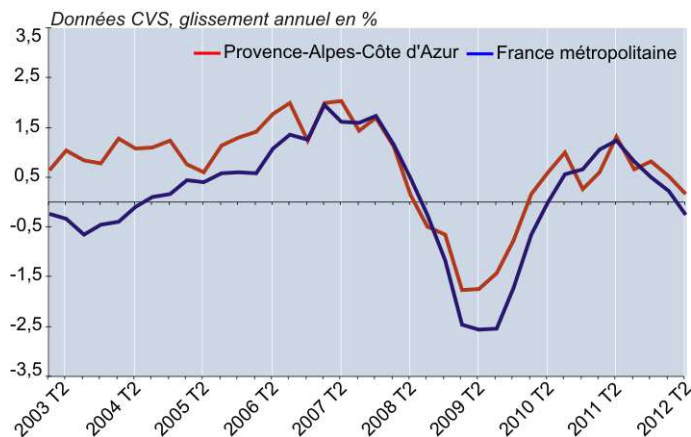
Au deuxième trimestre 2012, l'activité a ralenti dans les économies avancées ; elle a même décliné dans la zone euro. Face à la persistance d'un climat conjoncturel dégradé, l'activité française est, quant à elle, restée atone. Témoin de cette absence de dynamisme, les créations d'emplois salariés en Paca sont de moins en moins nombreuses, avec pour conséquence une aggravation du chômage. Pour autant, certains indicateurs semblent témoigner d'une meilleure résistance de la région.

■ Synthèse régionale

Le climat conjoncturel dégradé qui affecte l'économie nationale depuis l'été 2011 pèse également sur l'activité régionale. L'emploi salarié régional a ainsi continué de ralentir au deuxième trimestre 2012. Sur un an, les créations d'emplois dans leur ensemble ont été peu nombreuses (1 700 emplois supplémentaires). En corollaire de ce manque de dynamisme du marché de l'emploi, le chômage a continué de s'aggraver. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi s'est poursuivie et le taux de chômage a augmenté de 0,1 point, pour atteindre 11,3 % de la population active. Sur un an, il a augmenté de 0,6 point.

Certains secteurs de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont toutefois mieux résisté qu'au niveau national. La fréquentation hôtelière et les ventes de logements neufs ont en effet progressé. La création d'entreprises s'est également mieux comportée qu'au niveau national.

Emploi salarié dans les secteurs concurrentiels, hors agriculture et particuliers employeurs



Lecture : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs d'un trimestre aux effectifs du même trimestre de l'année précédente.

Source : Insee, Estimations d'emploi

Le contexte national

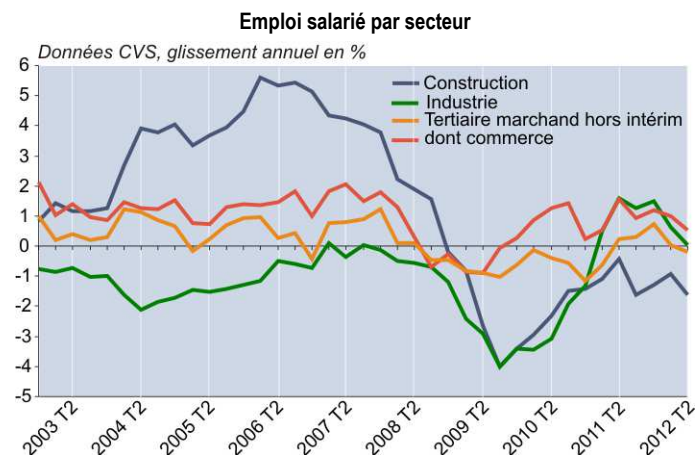
En France, l'activité a été stable au deuxième trimestre 2012. Elle s'est nettement repliée dans l'industrie manufacturière (-1,0 %) et a été peu dynamique dans les services marchands (+0,2 %). En revanche, la production d'énergie a fortement progressé suite aux basses températures du mois d'avril. L'activité a rebondi dans la construction (+0,4 %), notamment dans les travaux publics, grâce au rattrapage du déficit d'activité de février. Depuis 2012, le climat des affaires a légèrement reculé dans les services et plus nettement dans le bâtiment.

La croissance du PIB serait nulle aux troisième et quatrième trimestres de l'année. Les exportations ralentiraient à l'image de la diminution de la demande mondiale et de la reprise de l'appréciation de l'euro depuis cet été. Les manques de débouchés et le bas niveau de marges des entreprises impacteraient leurs investissements qui seraient en recul sur cette même période.

Le pouvoir d'achat des ménages serait également affecté au cours du second semestre 2012. La détérioration du marché du travail alliée à la hausse des prélèvements obligatoires et à une inflation qui resterait proche des 2 %, principalement du fait de la hausse du prix du pétrole observée cet été, accentueraient la baisse du pouvoir d'achat.

■ Des créations d'emplois de moins en moins nombreuses

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié des secteurs concurrentiels hors agriculture¹ et particuliers employeurs (58 % de l'emploi total) n'a que peu progressé en rythme annuel au deuxième trimestre 2012. La hausse de l'emploi salarié s'établit désormais à + 0,2 % (soit 1 700 emplois salariés supplémentaires sur un an), après + 0,5 % à l'issue du trimestre précédent. Ce ralentissement semble répondre à la morosité des perspectives d'activité à l'œuvre depuis l'été 2011. Au total, fin juin 2012, Paca comptait 1 119 000 salariés.



Lecture : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs d'un trimestre aux effectifs du même trimestre de l'année précédente.

Source : Insee, estimations d'emploi

L'emploi salarié a évolué différemment selon le secteur d'activité. Dans la construction, les pertes annuelles d'emplois se sont accentuées (- 1 800 après - 1 000 le trimestre précédent). Ce secteur semble fortement éprouvé par un manque de visibilité sur l'activité future. En effet, les mesures incitatives à l'investissement dans la construction (Scellier) sont en cours de refonte et les prévisions de budget concernant les travaux publics des collectivités territoriales sont en recul pour 2012. De plus, le baromètre de l'activité de l'entretien-rénovation indiquait une baisse de l'activité au premier semestre 2012.

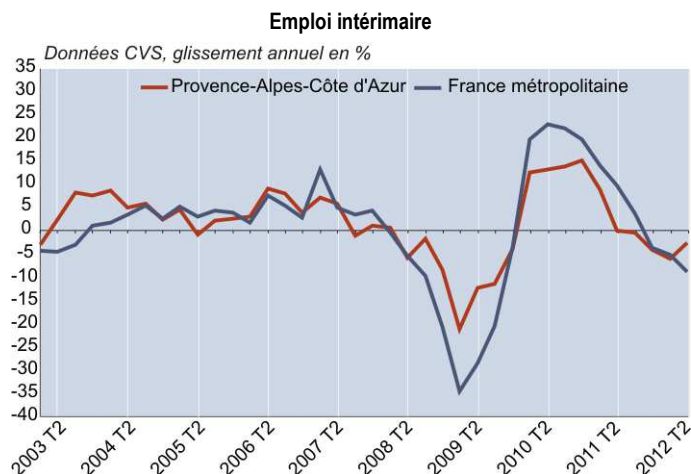
1. Champ : emploi salarié de tous les secteurs marchands, à l'exception de l'agriculture.

Dans l'industrie, l'emploi salarié a cessé sa progression en rythme annuel, après cinq trimestres consécutifs de hausse. Seuls les sous-secteurs de la « fabrication de matériels de transport (aéronautique notamment) » et de la « cokéfaction, raffinage, gestion de déchets, eau, et production d'énergie » ont continué de créer des emplois.

Enfin, dans le tertiaire, l'emploi salarié a continué de progresser, à un rythme toutefois moins soutenu qu'au trimestre précédent (+ 0,4 % sur un an, après + 0,7 %). Cette hausse n'a cependant concerné que les services marchands, les effectifs dans le commerce étant en repli par rapport au deuxième trimestre 2011.

L'emploi intérimaire, dont les effectifs sont classés au niveau régional dans les services marchands quel que soit le domaine d'activité, a continué de diminuer (- 2,7 % sur un an), mais moins qu'au trimestre précédent (- 6,2 %).

En France métropolitaine, l'emploi salarié hors agriculture et particuliers employeurs a baissé en rythme annuel au deuxième trimestre 2012. Les pertes d'effectifs ont concerné l'ensemble des secteurs. Les emplois dans l'intérim, dont les évolutions sont particulièrement sensibles à la conjoncture, ont fortement décliné par rapport au deuxième trimestre 2011 (- 9,1 %). Sur un an, le ralentissement de l'emploi salarié total, en cours depuis le deuxième semestre 2011, s'est encore accentué. La tendance annuelle est désormais négative (- 0,3 %). Au final, 39 500 salariés de moins ont été enregistrés depuis le deuxième trimestre 2011.



Lecture : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs d'un trimestre aux effectifs du même trimestre de l'année précédente.

Source : Insee, estimations d'emploi

Le contexte international

Contrairement au premier trimestre, la croissance des pays avancés est restée atone au deuxième trimestre 2012 (+ 0,1 %). La faiblesse de la demande des pays émergents alliée aux consolidations budgétaires en cours, ont largement contribué au ralentissement des économies. L'activité a progressé aux États-Unis (+ 0,3 %) et au Japon (+ 0,2 %) sur un rythme toutefois plus faible qu'au trimestre précédent. En revanche, les économies européennes ont connu un nouvel accès de faiblesse en raison du net recul de la demande intérieure (- 0,2 % dans la zone euro). L'activité est restée stable en France, a progressé en Allemagne (+ 0,3 %) et s'est dégradée en Espagne et en Italie.

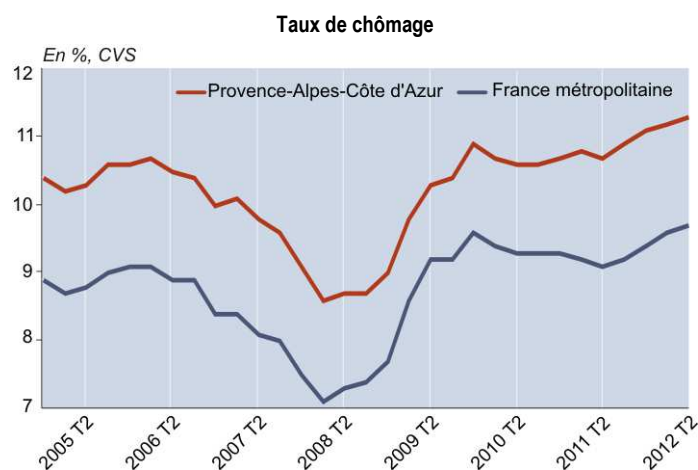
Au second semestre de l'année, seuls les États-Unis, dont l'activité serait stimulée par une demande interne dynamique, maintiendraient une croissance dynamique.

La zone euro resterait dans la phase de contraction d'activité entamée au deuxième trimestre du fait du commerce extérieur largement altéré par la baisse de la demande qui lui est adressée, de la faiblesse de sa demande intérieure et par la faiblesse de l'investissement des entreprises.

■ Nouvelle aggravation du chômage

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le taux de chômage localisé a de nouveau augmenté au deuxième trimestre 2012 (+ 0,1 point, soit 11,3 % de la population active). Sur un an, il a progressé de 0,6 point et a ainsi rejoint son plus haut niveau depuis début 2001. Le taux de chômage des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes s'est stabilisé, tandis qu'il a augmenté dans les autres départements.

La hausse du chômage régional est également visible à travers l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi² inscrits à Pôle emploi : + 5,6 % fin juin 2012 par rapport à fin juin 2011, soit 20 000 demandeurs d'emploi supplémentaires. De plus, en juillet et août 2012, cette hausse s'est accélérée. Fin août, le nombre de demandeurs d'emploi s'élève au total à 385 600. Le constat est identique pour les demandeurs d'emploi n'ayant déclaré aucune activité : + 5,0 % sur un an, à l'issue du mois de juin 2012. Par ailleurs, si la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans reste contenue (+ 3,3 %), les seniors restent très affectés. Entre juin 2011 et juin 2012, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans a en effet augmenté de 14,5 % dans la région. Parallèlement, le chômage de longue durée a continué de s'aggraver (+ 9,9 %).



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

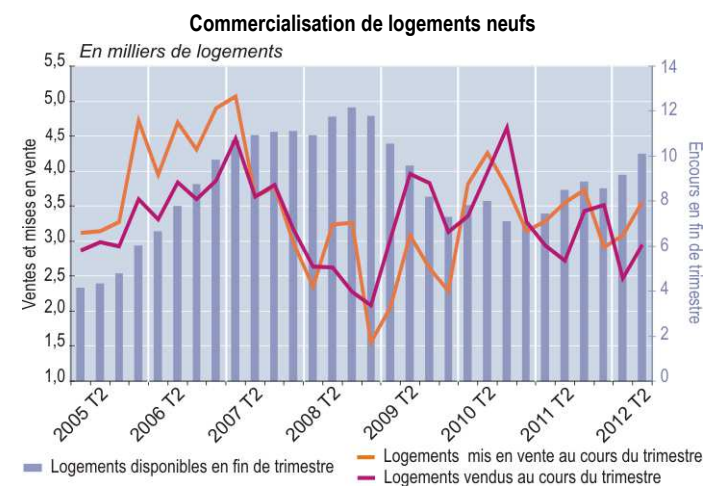
En France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT a également progressé de 0,1 point au deuxième trimestre 2012, pour s'établir à 9,7 % de la population active. Sur un an, il a augmenté de 0,6 point et a ainsi rejoint son niveau de 1999. Sa hausse devrait se prolonger au second semestre 2012. Il s'établirait à 10,2 % d'ici la fin de l'année. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle emploi est un peu plus prononcée qu'au niveau régional (+ 6,9 % sur un an à la fin du deuxième trimestre 2012). Elle s'est également accélérée les deux mois suivants.

■ Rebond des ventes d'appartements neufs

Au cours du deuxième trimestre 2012, près de 2 950 logements neufs ont été vendus en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce qui représente une hausse de 8,2 % par rapport au deuxième trimestre 2011 (- 13,9 % au niveau national). Au trimestre précédent, les ventes avaient chuté (- 15,7 %).

2. Catégories A,B et C.

Ce recul s'expliquait en partie par la réduction des avantages fiscaux liés au dispositif Scellier fin 2011. Le rebond des ventes au deuxième trimestre 2012 n'a concerné que les logements collectifs (+ 10,6 %), les ventes de logements individuels reculant de 23,1 %. Au cours du deuxième trimestre 2012, 3 565 logements ont été mis en vente, soit 0,3 % de plus qu'au deuxième trimestre 2011 (- 15,4 % au niveau national). Là encore, cette hausse n'a concerné que les mises en vente de logements collectifs (+ 2,4 %), celles de logements individuels étant en baisse (- 32,6 %). L'encours de logements neufs proposés à la vente a poursuivi sa progression entamée au premier trimestre 2011 et franchi la barre des 10 000 logements au deuxième trimestre 2012. Un délai de deux ans et neuf mois est désormais nécessaire pour écouler l'encours de logements disponibles, soit six mois de plus qu'au trimestre précédent. Sur un an, le prix moyen au mètre carré des logements en immeubles collectifs a pourtant poursuivi sa progression (+ 2,4 % en Paca contre + 2,1 % pour la France métropolitaine). Dans l'individuel, le prix moyen du lot augmente également (+ 8,8 %, contre + 0,2 % au niveau national).



Source : SOeS, ECLN

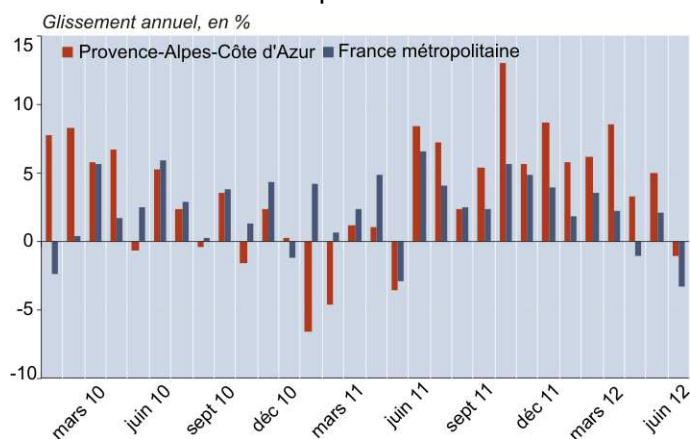
■ L'hôtellerie régionale tire son épingle du jeu

Au deuxième trimestre 2012, la fréquentation des hôtels de la région a progressé (+ 2,1 % sur un an, soit 126 000 nuitées supplémentaires). À l'inverse, au niveau national, le nombre de nuitées a diminué (- 0,9 %). Provence-Alpes-Côte d'Azur fait ainsi partie des quatre régions dont la fréquentation hôtelière a augmenté sur cette période, avec l'Île-de-France, le Centre et Midi-Pyrénées. En Paca, l'augmentation n'est imputable qu'à la seule clientèle étrangère (+ 5,6 %). Toutefois, la clientèle en provenance des pays de la zone euro (en particulier d'Italie, d'Espagne et d'Allemagne) a baissé de 5,0 %, en conséquence du ralentissement économique lié à la crise. A contrario, l'appréciation des monnaies étrangères face à l'euro, qui a découlé de la crise des dettes souveraines, pourrait expliquer en partie la hausse de fréquentation des touristes étrangers résidant hors zone euro (+ 16,5 %). Les Français sont venus un peu moins nombreux en Paca (- 0,3 % par rapport au deuxième trimestre 2011).

Au sein des départements de la région, seules les Alpes-Maritimes enregistrent une baisse de fréquentation hôtelière (- 1,3 %). Un fort recul de la clientèle d'affaires a été à

l'origine de cette baisse (- 7,5 % dans ce département contre - 2,4 % au niveau régional). Par ailleurs, les Alpes-de-Haute-Provence et le Var ont connu les hausses de fréquentation touristique les plus fortes (respectivement + 14,1 % et + 7,0 % sur un an).

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes.

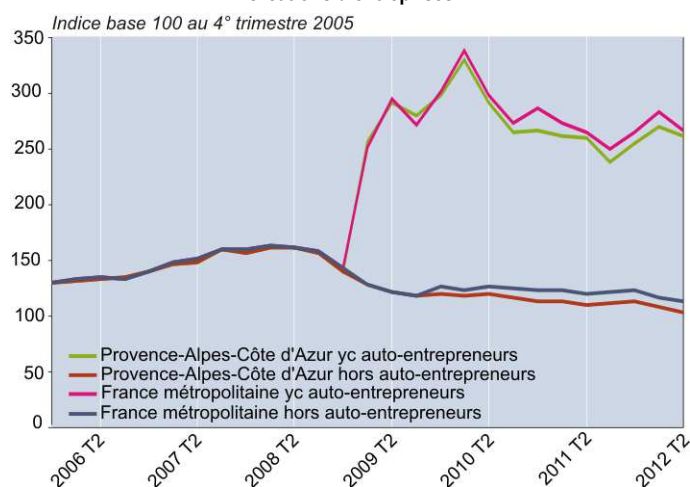
Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

■ Baisse des créations d'entreprises

Après deux trimestres consécutifs de hausse, le nombre de créations d'entreprises en Provence-Alpes-Côte d'Azur a baissé au deuxième trimestre 2012 (- 3,3 % par rapport au premier trimestre 2012). Près de 15 800 entreprises ont ainsi été créées, contre 16 400 le trimestre précédent. Ce recul est plus modéré qu'au niveau national (- 6,0 %).

Sur un an, la hausse du nombre de créations d'entreprises s'est nettement infléchie : + 0,6 % contre + 3,2 % au trimestre précédent. Ce ralentissement est notamment imputable à la baisse de la création d'entreprises hors auto-entrepreneurs (- 6,3 %). Celle-ci est toutefois partiellement compensée par la bonne tenue des créations d'auto-entrepreneurs (+ 5,8 %), à l'origine de six nouvelles entreprises sur dix. Au niveau national, le même phénomène a été observé.

Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

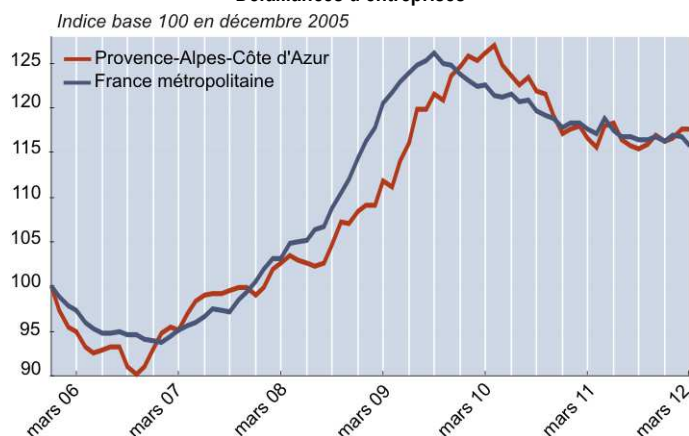
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS) ; les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements, Sirène)

En Paca, les secteurs d'activité les plus porteurs en volume pour la création d'entreprise au deuxième trimestre 2012 restent le commerce (3 400 créations), les « activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien » (services aux entreprises notamment) avec 3 000 créations et la construction (2 800). Cependant, sur un an, le nombre de nouvelles entreprises a continué de baisser dans le commerce (- 6,7 %), tandis qu'il s'est maintenu dans les services aux entreprises (- 0,6 %). À l'inverse, la construction a poursuivi sa progression (+ 6,5 %, après + 13,7 %). C'est également le cas de l'industrie (+ 16,6 %, après + 17,3 %), l'information et télécommunication (+ 10,9 %, après + 14,4 %) et, dans une moindre mesure, l'hébergement-restauration (+ 0,7 %, après + 10,6 %). Le nombre de créations d'entreprises a baissé dans tous les autres secteurs, notamment dans celui des activités financières et d'assurance (- 18,0 %) et celui des activités immobilières (- 15,7 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises enregistrées dans la région au premier trimestre 2012 est sensiblement supérieur à celui enregistré un an auparavant (+ 3,9 %, soit 64 défaillances supplémentaires). Cette évolution confirme la tendance à la hausse en cours depuis un an, en Provence-Alpes-Côte d'Azur comme en France métropolitaine.

Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Sources : BODDACC ; Insee

Rédaction achevée le 16 octobre 2012

Bérangère Duplouy,
Éric Rubiloni

Pour en savoir plus

Retrouvez le [point de conjoncture nationale d'octobre 2012](#) : « à l'arrêt » sur www.insee.fr

Institut National de la Statistique
et des Études Économiques
Provence-Alpes-Côte d'Azur
17 rue Menpentit - 13387 Marseille Cedex 10
Tél : 04 91 17 57 57 - Fax : 04 91 17 59 60

Directeur de la publication : Renan Duthion
Chef du service Études et Diffusion : Olivier Biau
Rédacteur en chef : Claire Joutard

© Insee 2012

